

§ 4. In afwijking van de §§ 2 en 3, wordt het personeelslid zoals bedoeld in artikel 2, dat bekleed is met een graad vanaf rang 15 of daarmee gelijkgesteld, in zijn betrekking eerst na het verstrijken van een termijn gelijk aan die gedurende welke het een wederaanpassingsvergoeding of enig soortgelijk voordeel mag krijgen, hersteld.

Gedurende deze periode mag het geen leidinggevend ambt bekleden in een overheidsbestuur of enige bezoldigde activiteit uitoefenen in de privé-sector. Het vervult in zijn overheidsbestuur van herkomst elke opdracht tot adviesverlening, onderzoeksopdracht en enige andere opdracht die verband houdt met zijn graad en zijn ervaring. Afgezien van de bezoldiging, geniet het de faciliteiten verbonden aan zijn graad.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op de dag van de eerste algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers.
Brussel, 27 april 1995.

Ch. PICQUE,
voorzitter van het College

D. GOSUIN,
lid van het College

D. HARMEL,
lid van het College

R. HOTYAT,
lid van het College

D. van EYLL,
lid van het College

F. 96 — 1936

[C — 31308]

18 JUILLET 1996. — Décret organisant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Conformément à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, aucune institution ne peut pratiquer la médiation de dettes si elle n'est agréée à cette fin par le Collège, conformément au présent décret.

Art. 3. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° « institution » : toute personne morale de droit public ou de droit privé qui exerce ses activités dans la Région de Bruxelles-Capitale et qui doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française conformément à l'article 128 de la Constitution;

2° « médiation de dettes » : la prestation de services, à l'exclusion de la conclusion d'un contrat de crédit, en vue de réaliser un aménagement des modalités de paiement de la dette qui découle totalement ou partiellement d'un ou plusieurs contrats de crédit;

3° « Collège » : le Collège de la Commission communautaire française.

Art. 4. Le Collège statue sur les demandes d'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes. Le refus ou le retrait d'agrément est motivé.

Art. 5. Le Collège détermine les procédures d'agrément et de retrait d'agrément ainsi que des recours.

L'agrément est octroyé pour une période de cinq ans à dater du jour de sa notification. Il est renouvelable par période de cinq ans. L'agrément n'est pas transmissible.

Art. 6. § 1er. Les institutions ne peuvent être agréées que si elles :

1° affectent à la médiation de dettes au moins un travailleur social diplômé disposant d'une formation spécialisée de trente heures au moins en matière de médiation de dettes ou disposant d'une expérience professionnelle utile de trois ans;

2° justifient de l'occupation d'un docteur ou licencié en droit disposant de la formation spécialisée ou de l'expérience professionnelle susvisées ou ont conclu une autre convention avec un docteur ou licencié en droit répondant au moins à une des conditions ou avec l'Ordre français des Avocats du Barreau de Bruxelles;

3° ne poursuivent aucun but de lucre;

4° ont l'aide aux personnes en difficulté pour objet statutaire ou mission légale;

5° sont déjà agréées, par ou en vertu des lois et décrets relevant des compétences de la Commission communautaire française pour leurs missions sociales ou de santé.

§ 2. Le Collège définit le contenu minimal de la formation spécialisée et détermine la liste des diplômes requis en vertu du § 1er, 1°.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents de l'Assemblée. — Proposition de décret : 19 (1995-1996), n° 1. — Rapport 19 (1995-1996), n° 2.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 8 juillet 1996.

Art. 7. Le Collège peut fixer des conditions supplémentaires d'agrément des institutions relatives à leur financement, à leur comptabilité, à leur insertion dans une concertation communale ou à la conclusion d'une convention de partenariat entre les pouvoirs publics locaux et une ou plusieurs autres institutions agréées, à la formation continue de leurs travailleurs sociaux ainsi qu'au contrôle de leurs activités.

Le Collège peut agréer d'office ou fixer des conditions d'agrément simplifiées des institutions agréées conformément au décret de la Région wallonne du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

Art. 8. Le Collège refuse ou retire l'agrément :

1° aux institutions, lorsqu'il s'établit un manque d'honorabilité ou de désintéressement dans leur chef, ou dans celui d'un de leurs organes, mandataires ou préposés;

2° aux institutions au sein desquelles les fonctions de président, d'administrateur, de directeur ou de mandataires sont confiées à une personne non réhabilitée ayant encouru une peine d'emprisonnement d'au moins un mois, même avec sursis, pour une infraction prévue à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

3° aux institutions ne jouissant pas d'une indépendance suffisante vis-à-vis des personnes ou des institutions exerçant une activité de prêteur ou d'intermédiaire de crédit soumis à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

Art. 9. Les institutions agréées doivent respecter les obligations suivantes :

1° mentionner l'agrément à l'entrée de leurs locaux accessibles au public ainsi que sur tout document relatif à la médiation de dettes, destiné aux tiers;

2° informer dans les trente jours de leur survenance, le Collège de toute modification des statuts et de toute désignation d'administrateur, de la cessation de l'activité de médiation de dettes ou lorsqu'elles ne remplissent plus les conditions d'agrément;

3° transmettre un rapport annuel au Collège dans le courant du premier trimestre qui suit l'exercice et se soumettre au contrôle des membres du service de l'inspection de l'Administration désignée par le Collège.

Le Collège communique une année sur deux et au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit la seconde année d'activité, un rapport synthétique accompagné d'une note analytique, aux membres de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 10. Le Collège fixe le tarif maximum dans les limites duquel les institutions agréées peuvent être autorisées par lui à réclamer le remboursement des frais de la médiation et désigne les frais qui sont des frais de médiation.

Avant toute intervention, l'institution porte le tarif applicable à la connaissance des personnes auxquelles elle réclame le remboursement des frais.

Art. 11. Le Collège ne peut retirer l'agrément qu'aux institutions qui ne respectent pas les dispositions prises par ou en vertu du présent décret et auxquelles le Collège a laissé l'occasion de faire valoir leurs observations.

Art. 12. Le Collège fixe les mesures d'accompagnement nécessaires à la mise en place des services de médiation de dettes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 18 juillet 1996.

Le Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes,

Ch. PICQUE

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme,

D. GOSUIN

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

E. ANDRE

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique,

E. TOMAS

VERTALING

N. 96 — 1936

IC — 313081

18 JULI 1996. — Decreet houdende de erkenning van de instellingen die bemiddelen bij schulden (1)

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een materie bedoeld in de artikelen 115 § 1, eerste lid, 116 § 1, 121 § 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Krachtens de wet van 12 juni 1991 betreffende het verbruikskrediet, kan geen enkele instelling bemiddelen bij schulden indien zij hiertoe niet erkend is door het College, overeenkomstig dit decreet.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Documenten van de Raad. — Voorstel van decreet : 19 (1995-1996), nr. 1. — Verslag 19 (1995-1996), nr. 2.
Volledig verslag. — Debat en aanneming : zitting van 8 juli 1996.

Art. 3. In de zin van dit decreet dient men te verstaan onder :

1° "instelling" : iedere publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon die zijn activiteiten uitoefent in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die dient beschouwd te worden als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap krachtens het artikel 128 van de Grondwet;

2° "bemiddeling bij schulden" : het verlenen van diensten, met uitsluiting van het afsluiten van een kredietcontract, met het oog op het uitwerken van de betalingswijzen van de schuld die geheel of gedeeltelijk voortvloeit uit één of meerdere kredietcontracten;

3° "College" het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 4. Het College beslist over de erkenningsaanvragen van de instellingen die bemiddelen bij schulden. De weigering of de intrekking van de erkenning moet met redenen omkleed zijn.

Art. 5. Het College stelt de procedures voor de erkenning en de intrekking ervan vast evenals de beroepen. De erkenning wordt toegekend voor een periode van vijf jaar vanaf de datum van kennisgeving. Zij is hernieuwbaar voor een periode van vijf jaar. De erkenning is niet overdraagbaar.

Art. 6. § 1. De instellingen kunnen enkel worden erkend indien zij :

1° voor de bemiddeling van de schulden ten minste één gediplomeerde sociaal werker inzetten welke een gespecialiseerde opleiding heeft gevolgd van minimum dertig uur inzake bemiddeling bij schulden of een nuttige beroepservaring van drie jaar verworven heeft;

2° de indienstneming rechtvaardigen van een geneesheer of licentiaat rechten die bovenvermelde gespecialiseerde opleiding gevolgd heeft of bovenvermelde beroepservaring verworven heeft of die een andere overeenkomst met een geneesheer of licentiaat rechten hebben afgesloten die ten minste aan één van de voorwaarden voldoet of met de Franse Orde van Advokaten van de Brusselse Balie;

3° geen enkel winstbejag nastreven;

4° de bijstand aan personen in nood als statutair doel of wettelijke opdracht hebben;

5° reeds erkend zijn door of krachtens de wetten en decreten die onder de bevoegdheden vallen van de Franse Gemeenschapscommissie voor hun sociale opdrachten of deze in verband met gezondheid.

§ 2. Het College stelt de minimale inhoud vast van de gespecialiseerde opleiding en de lijst van de vereiste diploma's overeenkomstig § 1, 1°.

Art. 7. Het College kan bijkomende voorwaarden vaststellen voor de erkenning van instellingen met betrekking tot hun financiering, hun boekhouding, hun integratie in het gemeentelijk overleg of tot het afsluiten van een partnerovereenkomst tussen de plaatselijke openbare overheden en één of meerdere andere erkende instellingen, tot de permanente opleiding van hun sociale werkers evenals tot het toezicht op hun activiteiten.

Het College kan ambtshalve erkennen of vereenvoudigde erkenningsvoorwaarden vaststellen voor de instellingen die erkend zijn overeenkomstig het decreet van het Waalse Gewest van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen die bemiddelen bij schulden.

Art. 8. Het College weigert de erkenning aan de instellingen te geven of trekt deze in :

1° wanneer er bij deze laatsten of bij hun organen, mandatarissen of personeelsleden een gebrek aan eerbaarheid of interesse heerst;

2° als de functies van voorzitter, bestuurder, directeur of mandatarissen toevertrouwd worden aan een niet in ere hersteld persoon welke minstens tot een gevangenisstraf van één maand werd veroordeeld, zelfs met uitstel, voor een overtreding zoals bepaald is bij Koninklijk Besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 houdende het verbod voor bepaalde veroordeelden en gefailleerden bepaalde functies, beroepen of activiteiten uit te oefenen en welke aan de handelsrechtbanken de mogelijkheid biedt een uitspraak te vellen over dergelijke verbodsbepalingen;

3° als deze laatste geen toereikende zelfstandigheid hebben ten overstaan van die personen of instellingen welke optreden als lener of kredietbemiddelaar en onderworpen zijn aan de wet van 12 juni 1991 betreffende het verbruikskrediet.

Art. 9. De erkende instellingen moeten de volgende verplichtingen nakomen :

1° de erkenning moet aangebracht worden aan de ingang van hun kantoren die toegankelijk zijn voor het publiek alsook op elk document dat verband houdt met de bemiddeling bij schulden welke gericht zijn aan derden;

2° het College in kennis stellen van iedere wijziging van de statuten en aanduiding van bestuurder, van het stopzetten van de activiteit van bemiddeling bij schulden of wanneer zij niet meer voldoen aan de erkenningsvoorwaarden en dit binnen dertig dagen;

3° een jaarverslag toezenden aan het College tijdens het eerste trimester dat volgt op het boekjaar en zich onderwerpen aan de controle van de leden van de inspectiedienst van het Bestuur aangeduid door het College.

Het College brengt om de twee jaar en uiterlijk op 30 september van het jaar dat volgt op het tweede werkjaar, een syntheseverslag uit met een analytische nota welke het toezendt aan de leden van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 10. Het College bepaalt het maximumtarief binnen hetwelk de erkende instellingen door het College de terugbetaling kunnen vorderen van de bemiddelingskosten en stelt de kosten vast die hiertoe gerekend worden.

Voor iedere tussenkomst brengt de instelling het van toepassing zijnde tarief ter kennis van de personen bij dewelke zij de terugbetaling van de kosten vordert.

Art. 11. Het College kan de erkenning slechts intrekken van instellingen die de bepalingen niet naleven welke werden genomen door of krachtens dit decreet en waarover het College zijn opmerkingen heeft kunnen laten gelden.

Art. 12. Het College bepaalt de begeleidingsmaatregelen die nodig zijn voor de oprichting van de diensten voor de bemiddeling bij schulden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 18 juli 1996.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme,
D. GOSUIN

Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse,
E. ANDRE

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,
E. TOMAS

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 21262]

2 AUGUSTUS 1996. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de benaming van de departementen en de afdelingen van het Algemeen Rijksarchief en de Rijksarchieven in de Provinciën

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het decreet van 5 Brumaire van het jaar V van de Republiek (26 oktober 1796);

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juni 1975, 12 augustus 1981 en 10 mei 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van de structuur van de wetenschappelijke inrichtingen afhangend van het Bestuur van het Wetenschappelijk Onderzoek bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 juni 1976 en 2 augustus 1990,

Besluit :

Artikel 1. De departementen en afdelingen van het Algemeen Rijksarchief en de Rijksarchieven in de Provinciën worden als volgt georganiseerd :

Departement I : Uitvoering van de Archiefwet en Automatisering.

1 : Bestuursarchieven.

2 : Gerechtelijke archieven.

Departement II : Archieven van het Oud Regime.

3 : Centrale en provinciale besturen.

4 : Plaatselijke archieven en particulieren, met inbegrip van kerkelijke archieven.

Departement III : Hedendaagse archieven.

5 : Archieven van de Koninklijke Paleizen.

6 : Archieven van de centrale besturen en van de vroegere provincie Brabant.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C - 21262]

2 AOUT 1996. — Arrêté ministériel portant dénomination des départements et sections des Archives générales du Royaume et des Archives de l'Etat dans les Provinces

Le Ministre de la Politique scientifique,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 7;

Vu le décret du 5 Brumaire de l'an V de la République (26 octobre 1796);

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 3 juin 1975, 12 août 1981 et 10 mai 1995;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant la structure des établissements scientifiques relevant de l'Administration de la Recherche scientifique du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, modifié par les arrêtés royaux des 28 juin 1976 et 2 août 1990,

Arrête :

Article 1^{er}. Les départements et sections des Archives générales du Royaume et des Archives de l'Etat dans les Provinces sont organisés comme suit :

Département I : Exécution de la loi relative aux Archives et Automatisation.

1 : Archives administratives.

2 : Archives judiciaires.

Département II : Archives de l'Ancien Régime.

3 : Administrations centrales et provinciales.

4 : Archives locales et particulières, y compris archives ecclésiastiques.

Département III : Archives contemporaines.

5 : Archives des Palais royaux.

6 : Archives des institutions centrales et de l'ancienne Province du Brabant.